

SUD c'est Solidaires

SUD Énergie est un syndicat récent qui voit le jour en 1997, nous nous développons dans le secteur de l'énergie et de l'environnement. Nous sommes fortement implantés chez EDF (notamment sur plusieurs CNPE, à la R&D et la DTG, RTE, dans les filiales d'EDF), chez Engie ou encore Véolia.

Même si nous ne sommes pas encore représentatifs sur l'ensemble de l'entreprise et de la branche (ce qui nous prive de moyens considérables) nous compensons ce déséquilibre en redoublant d'implication dans les unités où nous sommes présents. Cette énergie nous permet de participer aux négociations, de peser dans les rapports sociaux, de défendre les salariés et de remporter des victoires individuelles et collectives.

SUD Énergie est membre de l'Union syndicale Solidaires, qui rassemble les syndicats SUD. Ensemble nous défendons l'ensemble des travailleurs et travailleuses en France.



Un Syndicat Solidaire et Unitaire

SUD Énergie n'est pas là pour diviser ou affaiblir le mouvement syndical. Nous recherchons systématiquement l'unité dans l'action, nous sommes régulièrement partie prenante et souvent à l'initiative de combats intersyndicaux et interprofessionnels.

Nous travaillons contre la division au profit de la pluralité et l'unité syndicale. Nous revendiquons cette singularité parce que nous développons d'autres pratiques, d'autres revendications et un autre positionnement vis-à-vis de la direction et des mouvements sociaux.

Avec Solidaires, SUD Energie cultive l'ouverture sur le mouvement social au-delà de l'entreprise et du corporatisme. Nous militons par exemple avec des associations comme Attac ou Droit au Logement, avec les mouvements de chômeurs, de sans-papiers mais aussi il y a quelques années avec les Gilets Jaunes sur la défense du service public etc.

Un syndicat combatif et déterminé

Parfois qualifié d'extrémiste ou d'irresponsable, nous pensons au contraire que c'est faire preuve de responsabilité que de s'opposer à la violence sociale, de ne pas se résigner à des régressions qu'on nous présente comme inéluctables, de se battre pour un avenir meilleur.

La détermination et la fermeté n'empêchent pas de négocier et de signer des accords, de défendre au jour le jour les salariés et d'être force de propositions, à tous les échelons.

Nous ne nous inscrivons pas dans les stratégies syndicales qui visent à s'adapter aux politiques libérales pour « sauver l'essentiel » ou qui renoncent à construire un rapport de force efficace pour les combattre. Elles sont toujours perdantes pour les salariés, les exemples de régressions sociales subies ces dernières années le démontrent : privatisation d'EDF, réformes successives des retraites, augmentations salariales inférieures à l'inflation, moindre reconnaissance de la pénibilité, augmentation du temps de travail (notamment via le Forfait Jour qui augmente également les inégalités et détruit la solidarité).

Sud Energie est né du refus d'accompagner le mouvement de libéralisation de l'Énergie et de la conviction qu'il était possible d'empêcher ce gâchis. Nous ne cesserons pas de nous battre pour préserver les droits des salariés des IEG et reconstruire un Service Public de l'Énergie !



SUD Énergie

Solidaire ~ Unitaire ~ Démocratique

C'est ça le syndicalisme que nous portons!

Un Syndicat au plus proche des salariés

Sud Energie s'inscrit dans une démarche de rupture face à des pratiques qui pénalisent les luttes collectives: bureaucratisation, éloignement des intérêts des salariés, clientélisme, absence de démocratie interne, etc.

Nous développons une organisation non hiérarchisée et ouverte, où les décisions sont prises collectivement. Les femmes et les hommes qui représentent SUD Énergie n'attendent aucun privilège. Notre présence au quotidien dans les différentes unités nous donne une connaissance fine des problèmes qui se posent localement.

Dans l'action nous prenons en compte démocratiquement l'avis des agents concernés.



Un syndicat indépendant mais pas neutre !

La défense des salariés et du service public de l'Énergie passe par une indépendance totale vis-à-vis des directions, du gouvernement et de tout parti politique.

Nous avons un rôle de contre-pouvoir. Grâce à notre expertise collective nous pouvons porter un jugement lucide sur les dérives de l'entreprise, les impasses dans lesquelles elle nous conduit, sur ses choix désastreux en matière de politique énergétique, d'organisation du travail ou d'investissements à l'international. Nous dénonçons également la non-préparation de l'avenir et en particulier l'absence d'accompagnement des salariés dans le cadre de la transition énergétique.

Grâce au réseau d'expert que constitue SUD Énergie, nos contre-propositions sont toujours établies sur la base d'analyses approfondies de la situation.



Imposons un autre avenir !

Les grandes conquêtes sociales : interdiction du travail des enfants, baisse du temps de travail, congés payés, retraites, sécurité sociale, augmentation des salaires, etc. ont été obtenues par l'action collective. L'affaiblissement des formes de résistance collective, la tendance à l'individualisation s'accompagnent toujours de régressions sociales. C'est ce que nous vivons depuis quelques décennies.

L'objectif premier de SUD Énergie est de renforcer les collectifs en développant un syndicalisme combatif, capable d'aider les salariés à repasser à l'offensive, à défendre nos droits mais également à en conquérir de nouveaux.





Travailler moins, travailler mieux, travailler tous

Les politiques successives d’allongement du temps de travail, notamment par le recul de l’âge de départ à la retraite vont à l’encontre des besoins actuel de la société. Ces politiques laissent les chômeurs et les jeunes à la porte et mettent à mal l’égalité homme-femme (en forçant un choix entre carrière et vie personnelle).

Chez Edf, la mauvaise gestion et la réduction des effectifs conduit à une perte importante de compétence et à un épuisement des salariés. C’est un non-sens social et industriel.

Nous défendons :

- Une retraite décente pour tous avant 60 de la charge de travail grâce à des embauches équivalentes.
- Les 32h pour tous, sans perte de
- Un allègement supplémentaire du temps de rémunération globale, sans augmentation travail pour les métiers pénibles.

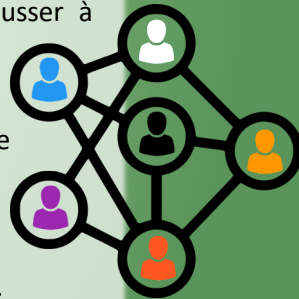
Une organisation du travail tournée vers le collectif et la confiance

Les décisions de la direction encouragent la culture de l’indicateur qui ne cesse de pousser à l’individualisation, à la mise en concurrence des salariés entre eux et au flicage.

Cela conduit non seulement à désorganiser l’entreprise, qui ne semble plus capable de réaliser de grands projets, mais aussi à développer le stress, la souffrance et le sentiment de perdre le sens de son travail.

Nous réclamons :

- La reconnaissance du travail en équipe au lieu d’une logique d’évaluation uniquement individuelle.
- La confiance en lieu et place d’un flicage permanent.
- L’arrêt des techniques de management génératrices de souffrance au travail (*harcèlement, discrimination, perte de sens, asservissement à des objectifs de rentabilité financière, multiplication d’indicateurs déshumanisés etc.*).
- L’arrêt des réorganisations constantes et injustifiées.
- L’arrêt du découpage d’EDF en filiales.



Réduction des inégalités

Les écarts de salaire se creusent dans l’entreprise, les rémunérations sont de plus en plus opaques, individualisées, et à la main du management. Cela a notamment été aggravé par la mise en place du Forfait Jour.

Nous voulons :

- Une réduction des écarts de rémunération (salaires et primes) et un plafonnement des hauts salaires.
- Des augmentations égales pour tous et non proportionnelles au salaire.
- La stricte application de l’égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes.
- La transparence complète sur les grilles de rémunérations (U, HC, primes, etc.).

Application de l’Article 4

Des dizaines de milliers d’emplois statutaires ont été supprimés, sous-traités à des entreprises pratiquant le dumping social et maltraitant leurs salariés, entraînant la disparition complète de métiers des IEG.

Nous voulons :

- L’embauche des sous-traitants et des intérimaires travaillant sur les métiers pérennes de l’entreprise.
- La création de postes pour répondre aux situations de sous-effectif, de dépassements horaires chroniques, de pression liée aux surcharges de travail.

Nos Revendications !

Face à l’urgence climatique : replacer EDF au cœur du service public de l’énergie.

La crise écologique et climatique ne fait plus débat, les prévisions s’aggravent de mois en mois. Une transition majeure est nécessaire dans tous les domaines (*énergie, agriculture, transport, urbanisme etc.*) que seuls des investissements publics massifs au service de l’intérêt général pourront permettre.

Il est nécessaire de remettre en cause notre modèle économique basé sur la croissance infinie, sur la délocalisation massive, sur le « travailler plus pour produire plus » etc. Dans le cadre de cette bifurcation, une réflexion sur la nature des emplois à créer ainsi sur les manières de garantir l’accès à un service énergétique de qualité est à entreprendre.

Au lieu de cela, les gouvernements successif et l’Union Européenne, s’en remettent aux entreprises privées, leur livrant tout ce qui peut être rentable et affaiblissent les possibilités d’une action publique de long terme efficace, solidaire et nécessaire.

Nous revendiquons pour le secteur électrique :

• Concernant EDF :

- Augmentation des effectifs.
- Recentrage vers des objectifs de Service Public.
- Recentrage de l’entreprise sur la France
- Développement d’un plan d’accompagnement et de reconversion pour le personnel des unités en fin de vie.
- L’extension des IEG à tout le personnel du secteur de l’Énergie.

• Concernant les politiques publique :

- Développement d’un mix énergétique qui vise à minimiser l’impact écologique.
- Promouvoir activement la baisse de consommation énergétique, en concordance avec les accords de Paris sur le climat.



SERVICES PUBLICS
ZONE À DÉFENDRE

Pour une sortie du marché de l’électricité

L’ouverture à la concurrence du marché de l’électricité ne cesse de dégrader le service public, la transition énergétique, les conditions de travail et l’avenir des salariés. Malgré son échec avéré, la direction poussée par le gouvernement et l’Europe s’enferment dans cette voie, au profit de quelques grands groupes privés.

C’est le combat prioritaire de la fédération SUD Énergie. Nous sommes convaincus qu’il est possible et nécessaire d’aller vers un secteur 100% public de l’électricité et du gaz, sous contrôle citoyen. C’est à cette condition que nous mettrons fin aux menaces et reculs incessants qui perturbe directement nos métiers.

Dans ce cadre nous pratiquons un « lobbying citoyen » très actif pour informer les élus, les citoyens, les médias des dangers de ces projets et de l’aberration que représente le marché de l’électricité (*rapports, interventions publiques, intervention dans les médias, rencontres de nombreux élus*).

L’ensemble de ce travail est disponible sur le site sudenergie.org

Nous revendiquons :

- L’abandon des projets d’approfondissement du marché (*privatisation des barrages, relèvement du volume d’ARENH etc.*)
- La sortie du marché du secteur énergétique et le retour à des tarifs réglementés.

